

M. BRACKEN: Voici, dans le *Free Press* du 2 avril, le compte rendu d'un discours du ministre de l'Agriculture, à un banquet qui avait lieu à l'hôtel Prince-Edouard, de Brandon (Manitoba):

Il annonçait en outre qu'à compter du 1er août 1947, on cessera de verser la remise de 25c. le boisseau d'orge et de 10c. le boisseau d'avoine, qui avait été offerte aux acheteurs de céréales de provende destinées à l'alimentation du bétail.

On annonce donc le 17 mars que la subvention sera maintenue et, s'il faut en croire cette nouvelle, on annonce le 2 avril, qu'elle cessera le 1er août. Il serait bon, pour éviter tout malentendu, que nous sachions à quoi nous en tenir. Cette seconde déclaration énonce-t-elle le programme officiel du Gouvernement? En ce cas, le ministre ou quelque autre fonctionnaire du Gouvernement aura-t-il l'obligeance de préciser? Une simple déclaration de ce genre, sans indication d'un changement de programme dans ce domaine, ne peut que semer la confusion dans l'esprit de tous ceux qu'intéresserait directement un tel changement.

Ainsi, il est bien évident que, lorsque le Gouvernement a annoncé son programme le 17 mars, les éleveurs ont dressé leurs plans en conséquence. Ils ont compté que le Gouvernement allait mettre à exécution le programme qu'il annonçait en premier lieu. Mais deux semaines plus tard, ils lisent dans les journaux (que ce soit un canard ou non) que le programme prendra fin le 1er août. Si la pratique est abandonnée, cela augmentera les frais de production de ceux qui sont établis ou se lanceront dans ce commerce. Il faudra alors ou bien augmenter le prix des produits ou bien laisser tomber la production. J'invite le Gouvernement à bien préciser sa politique en l'espèce, et d'autant plus qu'il y règne actuellement beaucoup de confusion et de malentendus.

Mon autre point intéresse tous les honorables députés, et porte sur la vacance du siège d'Halifax. Cette vacance se prolonge beaucoup plus que dans les autres comtés qui ont perdu leurs représentants depuis quelques mois. La circonscription de Pontiac, par exemple, n'est demeurée vacante que 137 jours, de la mort du dernier représentant, M. MacDonald, jusqu'au jour de l'élection; celle de Parkdale est demeurée vacante 203 jours, de la démission du docteur Bruce jusqu'au jour de l'élection, le 21 octobre 1946; celle de Portage-la-Prairie l'est demeurée 172 jours, du décès de Harry Leader jusqu'à l'élection, aussi le 21 octobre 1946; celle de Richelieu-Verchères ne l'est demeurée que 63 jours, du décès de l'honorable M. Cardin jusqu'à l'élection de son successeur, le 23 décembre dernier.

Le siège de Cartier n'a été vacant que 60 jours, entre le moment où M. Fred Rose a perdu son siège et l'élection du 31 mars dernier.

Si on annonçait dès demain une élection dans Halifax, le temps écoulé depuis le moment où la vacance s'est produite jusqu'au jour des élections serait de 206 jours, c'est-à-dire plus que dans tous les autres cas. A ce sujet, je vais citer une opinion exprimée, j'allais dire par une autre autorité, mais je me contenterai de dire par une autorité. Cet avis a été exprimé à un moment où le premier ministre actuel siégeait à ma place. Voici comment il s'exprimait en une circonstance analogue, comme en fait foi le hansarc du 29 janvier 1934, page 18:

Cependant, s'il faut une autre preuve non seulement de la déchéance du Gouvernement dans l'opinion publique, mais du fait que le Gouvernement a perdu confiance en lui-même, on la trouvera dans le fait qu'il existe depuis le mois de mai dernier une vacance dans la représentation de la circonscription d'Oxford-Sud. Je le demande au Gouvernement: Pourquoi n'a-t-on pas convoqué les électeurs d'Oxford-Sud en même temps que ceux des circonscriptions d'Yamaska, de Restigouche-Madawaska et de Mackenzie?

Je pose la même question, me contentant de substituer les noms des circonscriptions que j'ai déjà énumérées: Pourquoi n'a-t-on pas émis les brefs d'élection pour la circonscription d'Halifax en même temps que pour les circonscriptions de Cartier, Richelieu-Verchères, Portage-la-Prairie, Parkdale et les autres?

J'estime que le Gouvernement se doit de s'expliquer sur ces trois questions et surtout sur les deux premières. L'une est d'intérêt national, la deuxième doit être élucidée dans l'intérêt des producteurs. La troisième nous concerne tous, mais principalement les électeurs d'Halifax. A mon sens, le Gouvernement devrait nous dire dès à présent comment il entend procéder pour que cette circonscription soit représentée en cette enceinte.

COÛT DE LA VIE—AMENDEMENT PROPOSÉ PAR M. COLDWELL À LA MOTION INVITANT LA CHAMBRE À SE FORMER EN COMITÉ DES SUBSIDES

M. M. J. COLDWELL (Rosetown-Biggart): J'approuve en substance ce que vient de dire le chef de l'opposition (M. Bracken). Comme lui, j'ai pu constater, la semaine dernière, la crue des eaux dans la région de Chatham-Windsor-London, où des milliers d'acres de terre arable se trouvaient sous plusieurs pieds d'eau. Avec lui, je reconnais la gravité de la situation au point de vue économique, étant donnée l'érosion du sol que cause l'inondation. Dans cette région, la plus productive de l'Ontario, la couche de surface lavée par les eaux est comme le sol balayé par les vents, durant l'époque de sécheresse, dans l'Ouest canadien.